



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Arrêté

Portant décision après examen au cas par cas de la demande enregistrée sous le numéro F02418P0135 en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de région,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°18.017 du 1^{er} février 2018 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02418P0135 relative au défrichement d'une superficie d'environ 1,05 hectare pour la création d'un lotissement au lieu-dit « Le Bois de Montaigu » à Ormes (45) reçue complète le 20 juin 2018 ;
- Vu la décision tacite, née le 26 juillet 2018, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;
- Considérant que le projet a pour objet un défrichement de 10 530 m² à Ormes (45), en vue de la création de 12 lots à bâtir ;
- Considérant que le projet relève de la catégorie 47°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le projet est prévu sur des parcelles qui ne présentent pas de sensibilité environnementale particulière et qui sont situées en dehors de tout zonage d'inventaire ou de protection concernant la biodiversité ;
- Considérant l'ampleur limitée des surfaces concernées ;
- Considérant que le projet de lotissement devra répondre aux exigences des documents d'urbanisme en vigueur avant toute réalisation ;
- Considérant ainsi que le projet n'est pas susceptible d'avoir, sur l'environnement et la santé humaine, d'autres incidences notables que celles qui seront étudiées et précisées dans le cadre des procédures sus-visées ;

CHASSANDE Christophe

Arrête

Article 1^{er}

La décision tacite, née le 26 juillet 2018, soumettant à évaluation environnementale le projet de défrichement d'une superficie d'environ 1,05 hectare pour la création d'un lotissement au lieu-dit « Le Bois de Montaigu » à Ormes (45) est annulée.

Article 2

Le projet de défrichement d'une superficie d'environ 1,05 hectare pour la création d'un lotissement au lieu-dit « Le Bois de Montaigu » à Ormes (45) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 4

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le - 8 NOV. 2018

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,
Le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



Christophe CHASSANDE

| |
|-----------------------------------|
| Voies et délais de recours |
|-----------------------------------|

- **décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région
181 rue de Bourgogne
45042 ORLEANS Cedex
(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région
181 rue de Bourgogne
45042 ORLEANS Cedex
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.

